

le prolétaire

organe du parti communiste international

M2414 - 433 - 5F

CE QUI NOUS DISTINGUE: La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne 1921); la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du "socialisme dans un seul pays" et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des blocs de la résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

- le prolétaire -
Journal bimestriel - Un exemplaire:
5FF, 30FB, 3FS, 3000LI, 50p
- programme communiste -
Revue théorique - Un exemplaire:
25FF, 140FB, 10FS, 5000LI

- Il comunista -
Journal bimestriel en Italien
Un expl: 10FF, 40FB, 5FS, 2000LI
- el programa comunista -
Revue théorique en espagnol
Un expl: 20FF, 120FB, 8FS, 400Pts

- le prolétaire -
No 433
Oct. - Nov. 1994
31^e année

DANS CE NUMERO

-«Socialisme International» et les attentats
-Pavillons de complaisance et second registres: la dure réalité de l'exploitation capitaliste dans la marine marchande (Fin)
-Correspondance. Polynésie: A bas l'impérialisme et sa bombe!
-Nouvelles des luttes ouvrières: Argentine
-Mumia Abu-Jamal

Les pompiers syndicaux organisent la défaite des travailleurs

La rentrée politique, économique et sociale se fait dans des conditions difficiles pour le gouvernement. Sur le plan de la politique étrangère, le tollé suscité par les essais nucléaires parmi les bourgeoisies qui ne possèdent pas ce genre d'armements ne s'est pas limité aux Etats du Pacifique sud; signe de l'affaiblissement de la position politique et diplomatique de l'impérialisme tricolore, le Japon et, plus grave, les partenaires européens de la France ont publiquement et bruyamment protesté contre ces essais. Cet isolement relatif y compris dans la Communauté Européenne a été accentué par la dénonciation des accords de Schengen (sur la libre circulation des personnes) par Chirac; mais sa manifestation la plus grave est constituée par les doutes exprimés de plus en plus ouvertement par l'Allemagne sur la capacité de la France à satisfaire aux «critères de convergence» qui sont indispensables pour envisager la monnaie unique, et les réticences allemandes croissantes envers cette fameuse monnaie unique. L'abandon de la monnaie unique ne serait pas catastrophique dans l'immédiat sur le plan économique, mais ce serait un grave revers de la politique française traditionnelle qui consiste à s'arrimer à l'Allemagne de peur que reparaisse l'éternel affrontement franco-germanique dans une situation d'infériorité française au niveau économique et financier.

Enfin n'oublions pas qu'en Bosnie l'attitude volontariste de Paris en faveur d'opérations militaires n'a pu empêcher que l'intervention américaine décisive, par Croatie interposée, ne mette pratiquement hors jeu la France

(Suite en page 6)

Que ce soit sous prétexte d'attentats, de guerre économique, de conflits monétaires La «cohésion nationale», c'est l'union avec le capital

Comme de juste, les médias, les représentants du gouvernement et de tous les partis n'ont pas eu de mots assez durs pour condamner les terroristes qui ont fait exploser des bombes dans le métro et ailleurs, et les politiciens ont poursuivi en appelant sur tous les tons à la «cohésion nationale», imités par les responsables des religions et par «SOS-racisme».

Qu'un Jospin, qui refusait obstinément au cours de sa campagne électorale de s'engager à abroger les réactionnaires lois Pasqua, entonne avec ferveur ce refrain, ne peut évidemment surprendre personne. Mais il faudrait être bien naïf pour s'étonner de retrouver une organisation prétendument anti-raciste parmi ceux qui exaltent la cohésion nationale, c'est-à-dire ceux qui travaillent dans les faits à agrandir le fossé qui divise des millions de travailleurs immigrés et leurs familles de leurs camarades français, à désigner comme suspects tous les étrangers qui vivent dans le pays. SOS-racisme a toujours été une émanation du PS dont le but était d'empêcher que les réactions de colère et de lutte contre le racisme parmi les jeunes ne donnent naissance à des organisations autonomes et potentiellement classistes: en un mot un organisme de défense indirecte de la bourgeoisie et de son Etat comme le démontraient ses hymnes à la démocratie et à l'«intégration» des jeunes issus de l'immigration, destinés à cacher soigneusement la nature de classe de la situation

des immigrés. Lorsque les intérêts supérieurs de la bourgeoisie l'exigent, les démocrates se transforment toujours sans hésitation en soutiens directs et ouverts de l'autoritarisme étatique et les démocrates anti-racistes deviennent des partisans zélés de «vigipirate» et de la criminalisation de la population arabe.

Leur indignation avait été bien moindre - ou complètement absente - quand le gouvernement français armait à tour de bras et soutenait, y compris par l'intervention directe de ses dans les combats, les autorités rwandaises qui mettaient en place les engrenages du futur génocide; plus récemment c'est un soutien presque général qui a salué les faits d'armes des soldats français contre les serbes de Bosnie qui se sont soldés par des dizaines et peut-être des centaines de victimes civiles. Quant au soutien sans faille au régime tortionnaire et assassin d'Alger, il n'est qu'à peine contesté par ceux qui voudraient que s'exercent des pressions afin de que les islamistes soient associés au pouvoir de façon à consolider la compacité du front bourgeois. La bourgeoisie française a bien mérité sa place parmi les super-terroristes que sont les impérialismes, comme le démontre encore ces jours-ci son obstination au développement d'armes nucléaires nouvelles, ou le fait qu'elle est le premier vendeur d'armes aux pays du «tiers-monde», selon une statistique américaine.

(Suite en page 2)

En marge du centième anniversaire de la mort d'Engels: Pour la défense du marxisme! (I)

L'oeuvre de Friedrich Engels et sa contribution à l'élaboration de la théorie, du programme et de la politique prolétariennes ont été controversées; ce n'est pas d'hier qu'on a cherché de divers côtés à opposer Marx à Engels. D'une façon générale toutes ces tentatives n'ont pas été autre chose que des entreprises s'intégrant dans l'effort permanent de la bourgeoisie et de ses valets intellectuels pour affaiblir, déformer ou réfuter cette doctrine qui a pris le nom de marxisme.

Un exemple récent de ces tentatives nous est fourni par Maximilien Rubel, qui vient de publier dans la luxueuse «Bibliothèque de la Pléiade» (Gallimard) le quatrième volume d'une édition des oeuvres de Marx (1). Pour cet universitaire distingué, qui publie, grâce aux subventions de l'Etat bourgeois, des «Etudes de marxologie» (1), Engels fut le principal responsable de la «flagrante mystification idéologique» qui a consisté à transformer l'oeuvre de son ami en une «idéologie marxiste (...) dès l'origine marquée du stigmate de l'obscurantisme» (2). Si Rubel veut bien concéder que c'est sans doute involontairement qu'Engels, poussé par ses besoins religieux (1), se livra à cette opération, c'est pour

mieux insinuer que ce dernier a compris tout de travers l'oeuvre de Marx, et qu'il a transmis de ses travaux à la postérité une interprétation déformée.

Cette fausse interprétation a duré jusqu'à ce que notre marxologue rétablisse enfin la vérité en nous donnant, entre autres, une nouvelle version du *Capital* où les chapitres sont placés dans l'ordre correct que n'avait pu saisir ce benêt d'Engels. Le mérite que Rubel reconnaît cependant à Engels, c'est d'avoir fait connaître la fameuse boutade où, à propos de ceux qui se disaient «marxistes» en France, Marx avait déclaré en 1880: «tout ce que je sais, c'est que moi je ne suis pas marxiste!». Car Rubel veut faire de cette boutade la preuve

qu'il n'existe pas de «marxisme» ou de «socialisme scientifique»; pour lui le marxisme est une «mythologie» (3) et Marx, «un penseur qui a tout au plus compris et révélé correctement les lois du fonctionnement destructeur de l'accumulation du capital, le déterminisme de la négativité de l'économie marchande», en proie à des «hésitations», des «doutes» et des «incertitudes» car «se sachant désarmé devant les triomphes répétés de la contre-révolution», qui «par suite de son expérience personnelle de l'aliénation politique, (...) adhère théoriquement à l'an-archisme et épouse, par conviction éthique [c'est-à-dire morale], la cause du prolétariat». Bien entendu si Marx a parlé de «dictature du prolétariat» c'est sans doute «par défi», en «pêchant par omission» et sans mesurer «le risque d'employer de manière sporadique et sans en livrer la substance conceptuelle une formule qui fait penser à un pouvoir oligar-

(Suite en page 4)

La «cohésion nationale», c'est l'union avec le capital

(Suite de la page 1)

L'explosion redoutée est sociale

Les déclarations péremptives des autorités faisant porter la responsabilité des attentats aux intégristes du GIA, puis aux jeunes islamistes des banlieues, la diffusion à des centaines de milliers d'exemplaires de vagues portraits robots (avec promesse de récompense à la clé, suivant la méthode des chasseurs de primes) à l'allure arabe, se sont accompagnées d'un flicage généralisé de la population d'origine arabe, renforçant en outre la xénophobie alimentée par le pouvoir lui-même (renforcement des contrôles aux frontières, dénonciation des accords de Schengen, etc.). Dans ce climat, non seulement aucun de nos défenseurs patentés des droits de l'homme, ni aucun parti ou aucune organisation «de gauche», n'ont protesté contre les contrôles d'identité au faciès, ni contre la répétition jour après jour des rafles suivant la tactique joliment appelée par les autorités policières «taper dans la fourmilière» ou «assécher le milieu islamiste». Ces rafles et contrôles débouchent sur l'arrestation d'étrangers en situation irrégulière (bilan des contrôles policiers à Paris: arrestation en moyenne de 75 étrangers en situation «supposée irrégulière» par jour) et sur la mise en examen de dizaines de supposés islamistes sur des présomptions approximatives; le but de ces opérations policières à grand spectacle a peu à voir avec la recherche des auteurs des meurtriers attentats parisiens.

A notre avis il s'agit surtout d'actions préventives pour intimider les milieux immigrés et plus précisément pour terroriser tous ceux qui pourraient se sentir solidaires des souffrances des masses algériennes et qui auraient la tentation d'organiser concrètement soit une aide, soit une riposte aux exactions des autorités d'Alger - soutenues par Paris. L'aggravation de la situation en Algérie et l'échec probable de la diversion constituée par les prochaines élections présidentielles, font sans doute craindre au gouvernement et à la bourgeoisie française qu'une explosion sociale ou de graves désordres dans ce pays aient un écho immédiat et potentiellement déstabilisateur en France, par l'intermédiaire de la jeunesse d'origine arabe et de la fraction maghrébine de la classe ouvrière. Les responsables politiques et policiers français ont toujours présent à l'esprit le précédent de la guerre d'Algérie au cours de laquelle les travailleurs algériens en France constituaient une base arrière de la rébellion et une menace directe au cœur de la métropole. Les prolétaires, eux, doivent garder à l'esprit que la bourgeoisie française y répondit par le massacre d'octobre 61 (probablement deux cents morts), le plus grand massacre d'ouvriers à Paris depuis la Commune: voilà ce dont est capable la démocratie bourgeoise quand elle se sent menacée, voilà à quelle sauvage brutalité demain les travailleurs devront faire face.

Flicage renforcé des prolétaires immigrés

Le renforcement soudain de la présence policière et militaire sur tout le territoire, à l'occasion des mesures policières et du plan «Vigipirate», et plus

spécifiquement le flicage accru des immigrés est l'illustration de ce que nous avons appelé le «blindage» croissant de la démocratie dans les grands pays capitalistes: l'adaptation par ces pays de toute une série de mesures et de moyens pour se préparer à répondre à des situations sinon encore vraiment périlleuses, du moins difficiles pour la paix sociale et l'ordre établi. Avec toute son expérience séculaire de défense de sa domination de classe sur la société, la bourgeoisie devine l'approche de temps troublés et cherche à y faire face. La division entre prolétaires français, intégrés de longue date dans les mécanismes et les traditions nationales de la collaboration entre les classes, et les prolétaires étrangers qui le sont beaucoup moins, est de plus en plus importante pour entretenir la paralysie de la classe ouvrière, lorsque, en raison du chômage et de l'insécurité de la vie, ces mécanismes intégrateurs perdent de leur efficacité. Mais en outre cette division devient maintenant une sorte de futur coupe-feu pour prévenir la propagation d'un incendie social et politique qui risquerait d'éclater outre-Méditerranée. C'est dire que si les opérations policières actuelles ont pour cible les milieux islamistes, elles s'inscrivent plus généralement dans une politique bourgeoise fondamentalement anti-prolétarienne et doivent être combattues comme telles.

La meilleure preuve en est que cette mobilisation des milieux de police, de l'armée, des administrations, complétée par la mobilisation de l'opinion publique à travers les médias, les organisations politiques et autres, à l'occasion des attentats, s'est accompagnée d'une recrudescence de mesures anti-travailleurs immigrés qui n'a suscité que peu de protestations. Le ministre de l'intérieur a pu multiplier l'organisation de charters pour expulser des travailleurs en situation irrégulière, «améliorant» une initiative du premier ministre socialiste Cresson avec la trouvaille du «scotchage» des expulsés; les services de police ont travaillé d'arrache-pied pour accroître les expulsions, bien secondés par les tribunaux qui ont commencé à appliquer une loi Pasqua punissant ceux qui viennent en aide à des personnes en situation irrégulière, même s'il s'agit de conjoints, de frères ou de fils. Et lorsqu'un policier a abattu un enfant dans une voiture de malheureux yougoslaves cherchant à passer la frontière, il a reçu immédiatement des félicitations du ministre de la «Justice»: du plomb pour les prolétaires ou leurs enfants, voilà ce que signifie la justice bourgeoise.

A bas la cohésion nationale, vive la lutte de classe!

La cohésion nationale, qui parfois s'appelle lutte contre la fracture sociale ou qui peut prendre la forme de l'opposition constructive, signifie donc directement la division du prolétariat entre ses composantes nationale et immigrée, division qui peut prendre un tour plus ou moins exacerbé suivant l'acuité des tensions sociales et dont la manifestation la plus apparente est le racisme. La progression du racisme, et des organisations politiques qui l'incarnent, dans tous les grands pays impérialistes est le signe que ces tensions s'accroissent, alors qu'en même temps le prolétariat ne réussit pas enco-

re à réagir, autrement que de manière épisodique et spontanée.

Divisant le prolétariat, les campagnes pour la cohésion nationale, qui viennent directement de la bourgeoisie mais qui sont relayées par tout l'opportunisme collaborationniste, cherchent également à le river à la défense des intérêts de ses propres exploités nationaux, intérêts qui sont présentés non comme ceux d'une classe, mais comme commun à tous les citoyens de la nation. La cause de la dégradation des conditions de vie et de travail, de l'augmentation du chômage, est attribuée à la concurrence étrangère contre laquelle il n'y aurait d'autre solution que de se serrer les coudes, de faire des sacrifices pour éviter la ruine de l'économie (ou de l'entreprise). Toute lutte revendicative d'une certaine ampleur est accusée de menacer la santé de l'entreprise (ou de l'économie nationale), l'affaiblissant au profit de la concurrence. Et lorsque l'entreprise est déjà en difficulté, les luttes revendicatives sont critiquées comme suicidaires: voir ce qui se passe actuellement avec les luttes des travailleurs d'Air France.

Mais les prolétaires, qui depuis des années sont appelés à se serrer toujours plus la ceinture, peuvent comprendre que ce chantage, basé sur la défense de l'économie bourgeoise, ne sert que les patrons et leur Etat. Il n'est d'ailleurs pas difficile de trouver des exemples concrets pour montrer que les sacrifices sont toujours demandés aux mêmes: le gouvernement s'attaque au RMI, aux chômeurs, et veut augmenter les impôts sur les smicards alors qu'il diminue les impôts sur les bourgeois et préserve tous les avantages consentis aux entreprises. Ce qui ne signifie pas que l'argumentation correcte consiste à dire: l'argent est là, les profits sont gros, les patrons peuvent payer, car cela reviendrait à accepter au moins en partie le chantage à la bonne santé de l'entreprise, laissant donc sur le carreau les travailleurs d'entreprises réellement en difficulté pour se contenter d'une redistribution des profits dans les entreprises qui marchent, comme le ferait un honnête réformiste.

En réalité les intérêts fondamentaux des prolétaires et des bourgeois sont opposés: si les prolétaires remportent un succès dans leur lutte revendicative, ils le font au détriment des bourgeois, et vice-versa. Dans les périodes d'expansion et de prospérité les bourgeois peuvent lâcher des miettes sans que leurs profits soient trop affectés et donc sans que la santé de leurs entreprises et de leur économie nationale n'en souffre. L'opportunisme collaborationniste peut alors s'appuyer sur ces résultats tangibles pour faire la démonstration qu'intérêts des travailleurs et intérêts des entreprises et de l'économie nationale sont parfaitement compatibles pourvu que les patrons cessent d'être égoïstes et qu'ils admettent le dialogue social, et pour réfuter la critique révolutionnaire du réformisme. Mais en période de crises et de vaches maigres, les miettes à redistribuer se font rares; les négociations entre partenaires sociaux aboutissent à presque rien, les méthodes classiques de «lutte» (journées d'action, manifestations-procès, grèves sectorielles et limitées à l'avance, etc.) censées faire pression sur les patrons et le gouvernement ne servent à rien, les revendications mêmes minimales ne sont plus accordées

sans lutte réelle.

Le chantage à la bonne santé de l'économie et les campagnes pour la solidarité nationale ne peuvent plus s'appuyer que sur la crainte de l'avenir, la peur de voir disparaître les maigres «acquis» qui restent de la période précédente, alimentant tous les réflexes de conservation sociale alimentés en permanence par l'appareil de propagande bourgeois, mais surtout diffusés au sein du prolétariat par le réseau des organisations de collaboration entre les classes.

Mais, dialectiquement, les appels sans cesse renouvelés à la cohésion nationale, à l'union entre les français, les avertissements à ne pas laisser se développer la fracture sociale, sont le signe que la soumission aux intérêts du capital devient de moins en moins assurée. Ce sont les conditions matérielles de la crise capitaliste qui tôt ou tard poussent les prolétaires à la lutte, qui déchirent le tissu social, qui creusent toujours plus profondément la fracture entre les classes, qui ébranlent avec toujours plus de force la stabilité politique et sociale des métropoles impérialistes.

Au contraire des larbins pseudo-ouvriers de la bourgeoisie et de tous ses faux amis, le prolétariat ne doit pas redouter cette perspective et regretter la période révolue de la prospérité économique car il n'a à perdre que ses chaînes; il ne doit pas s'effrayer des dangers que courrait l'organisation politique actuelle de la domination bourgeoise - la démocratie - mais s'en réjouir au contraire, car il a un monde à conquérir. Les difficultés actuelles (et celles qui sont prévisibles) de la bourgeoisie font la démonstration qu'elle n'est pas toute-puissante; demain l'aggravation de la crise l'affaiblira encore alors qu'elle mettra en mouvement son ennemi mortel aujourd'hui paralysé, en donnant à des secteurs d'avant-garde de celui-ci la possibilité et la force de s'organiser en parti de classe et de renouer avec le programme révolutionnaire communiste.

C'est ce que les militants révolutionnaires d'aujourd'hui doivent s'efforcer de préparer, en utilisant toutes les occasions pour propager et défendre les orientations de classe et les perspectives communistes.

Les poseurs de bombes, qui s'attaquent non à des représentants ou des symboles de la bourgeoisie et de son Etat, mais à des travailleurs, des ménagères ou des écoliers, travaillent à la cohésion entre les classes, démontrant ainsi la nature réactionnaire de leurs orientations, qu'elles aient pour fondement la lutte entre religions, entre races ou entre nations. Les prolétaires conscients y opposent la lutte entre les classes et la solidarité internationale des travailleurs comme seule voie pour en finir avec l'impérialisme, l'exploitation capitaliste, la société bourgeoise et tout leurs cortège d'injustice, de misère et de massacres.

A BAS LA COHESION NATIONALE, A BAS LA COLLABORATION ENTRE LES CLASSES, VIVE L'UNITE INTERNATIONALE DU PROLETARIAT CONTRE LE CAPITALISME MONDIAL!

SOUSCRIPTION PERMANENTE 4è liste 1995

A.B.: 1388,00 / Bouches du Rhône: 150,00 / Fontenay sous Bois: 100,00 / Franck: 200,00 / Roger: 50,00 / Marseille: 300,00 / Paris: 1400,00/ Total liste: 3.588 F.
Total général: 11.290 F.

«Socialisme International» et les attentats

«Socialisme International» fait partie du regroupement international organisé par le groupe trotskyste anglais «Socialist Workers Party» (anciennement: «International Socialism»), dont le dirigeant historique est Tony Cliff. La tendance International Socialism a longtemps eu en dehors de Grande Bretagne une réputation de gauche, due au fait qu'à la différence des autres trotskystes, elle soutenait que l'URSS et les pays soi-disant socialistes étaient en réalité des États capitalistes que le prolétariat ne devait en aucun cas soutenir (1). Mais un examen même rapide de ses positions politiques générales montrait que cette réputation était totalement usurpée et que cette tendance n'était autre qu'un des multiples courants «centristes», peut-être révolutionnaires en paroles mais liés au réformisme contre-révolutionnaire dont ils constituent dans les faits le flanc-garde. Cette analyse a été amplement confirmée par l'activité depuis quelques années d'une filiale française de cette tendance. Mais une nouvelle démonstration, s'il en fallait une, nous est donnée par les réactions de «Socialisme International» aux attentats terroristes de cet été.

Du pacifisme...

Dans le n°86 (septembre 1995) de «SI» on peut lire: «Le terrorisme individuel (ou organisé par une minorité) dirigé contre l'Etat et ses représentants est le produit à la fois de la colère, de l'impuissance et du désespoir. (...) En l'absence d'alternative de masse proposée par la gauche, la révolte devient individuelle et aveugle. Mais en tant que tel, et malgré l'héroïsme individuel qui en est souvent le trait, il ne fait que renforcer le désespoir et mène à l'impasse. Le terrorisme individuel n'est pas seulement impuissant à combattre l'oppression et l'exploitation, mais permet aux Etats (...) de justifier l'accentuation de la répression en renforçant les pouvoirs de la police et les mesures d'exception. (...) Par nature le terrorisme exige des organisations minoritaires et clandestines. Elles deviennent donc complètement coupées de la masse (...) et se prêtent aux manipulations et aux infiltrations de la part des services secrets des différents Etats. L'exemple le plus célèbre est l'ensemble des manipulations orchestrées par la CIA qui avait utilisé les Brigades rouges en Italie et la Fraction Armée Rouge en Allemagne à la fin des années 1970».

Au début de cet article il est écrit que s'il suffisait de tuer Chirac et quelques grands patrons pour supprimer l'exploitation, «non seulement nous soutiendrions le terrorisme, mais nous l'organiserions»; avec cette phrase «SI» pose au grand révolutionnaire qui ne critique pas le terrorisme par horreur de la violence, mais pour des raisons d'efficacité, comme le faisaient Lénine et les vrais marxistes. Mais le passage que nous avons reproduit ci-dessus, montre que «SI» n'est qu'un «révolutionnaire» en peau de lapin qui reprend à son compte tous les lieux communs du social-pacifisme.

Le terrorisme dirigé contre l'Etat et ses représentants, produit de la colère, de l'impuissance et du désespoir - pour reprendre les termes de «SI» - n'est pas en tant que tel condamné par les communistes véritables. Au contraire ils savent, depuis une fameuse adresse du Conseil central de la Ligue des communistes, rédigée en 1850 par un certain Red Terror Doctor, plus connu sous le nom de Marx, que «Bien loin de s'opposer aux prétendus excès, aux représailles de la vengeance populaire sur des individus hais ou des édifices auxquels ne sont liés que des souvenirs odieux, il ne faut pas seulement tolérer ces représailles, mais prendre directement en main leur direction».

Mais «SI» pourrait nous répliquer qu'il s'agissait alors d'une situation révolutionnaire, alors que les bolchéviques, par exemple ont dû mener une longue lutte contre le terrorisme pour que le prolétariat, guidé par son parti, puisse par la suite être victorieux dans la révolution. Sans doute. Voyons donc comment Lénine résume cette lutte: « (...) L'expérience de la révolution et de la contre-révolution en Russie a confirmé la justesse de la lutte que notre parti mène depuis plus de vingt ans contre la terreur en tant que tactique. Il ne faut pas oublier toutefois que cette lutte a été menée en relation étroite avec une lutte implacable contre l'opportunisme, qui

était enclin à rejeter tout emploi de la violence par les classes opprimées contre les oppresseurs. Nous avons toujours été pour l'emploi de la violence, tant dans la lutte de masse qu'en relation avec cette lutte. En second lieu nous avons associé la lutte contre le terrorisme à une propagande de longue haleine, commencée avant 1905, en faveur de l'insurrection armée. (...)» (2).

Alors que les bolchéviques menaient une lutte implacable contre l'opportunisme, «SI» gémit que c'est parce que «la gauche» n'a pas proposé une «alternative de masse» que la révolte devient individuelle et aveugle. Mais c'est la confiance dans la gauche qui aveugle les prolétaires, les détourne de la révolte, empêche la constitution de leur force collective en les atomisant dans une masse d'individus (ou de bulletins de vote!). Loin de lutter contre l'opportunisme, «SI» vient à son secours et lui sert de rabatteur à chaque élection ou lors de chaque mouvement social. Sa critique de la violence individuelle ou minoritaire est la conséquence de son opposition à la violence tout court et à son emploi, même dans la lutte de masse: inutile donc de se demander si ce groupe mène une propagande en faveur de l'insurrection armée...

En 1921 le Parti Communiste d'Italie, dirigé par la Gauche écrivait: «Le socialisme révolutionnaire reconnaît que à un moment déterminé de l'histoire (...) le heurt entre les classes sociales prend la forme de la guerre civile. Cette guerre, faite avec toutes les armes, se manifeste d'abord épisodiquement, par des accrochages de patrouilles qui augmentent en nombre, élargissent leur activité et leur vigueur agressive. (...) Distinguer dans cette guerre la violence collective de la violence individuelle, c'est ergoter sur la possibilité d'un combat dont la violence individuelle pourrait être éliminée; et le plus souvent, cela signifie ne pas vouloir mener cette guerre. Vous êtes carrément contre la guerre civile, autrement dit vous niez la lutte de classe - puisque, pour des socialistes la lutte de classe ne peut pas ne pas déboucher (...) sur la guerre civile? Alors vous devez le dire clairement au prolétariat (...). Mais si on reconnaît la nécessité historique de la guerre civile, il faut accepter avec tous les excès qui l'accompagnent, tout en tâchant de la diriger à travers une discipline politique et en prévoyant ses aboutissements» (3).

«SI» ne fera jamais cet aveu clairement au prolétariat; mais cet aveu on le trouve implicitement dans les raisons données pour condamner les «actions terroristes individuelles». C'est ainsi que, selon lui, le terrorisme permettrait aux Etats de justifier la répression et d'augmenter les pouvoirs de la police. Mais ce sont toutes les actions, manifestations violentes ou potentiellement menaçantes pour les autorités qui suscitent - parfois préventivement - la répression et le renforcement des pouvoirs de la police, etc.! C'est à la suite des manifs lycéennes et des actions des marins-pêcheurs que Pasqua a fait passer une loi autorisant la fouille des voitures dans un rayon de plusieurs kilomètres; ce sont après des manifs

violentes à la fin des années soixante-dix que le gouvernement avait fait voter la loi anti-casseurs; c'est après le développement de grèves sauvages qu'avait été votée une loi imposant le dépôt d'un préavis de grève, etc., etc. D'après le raisonnement de «SI», il faudrait donc surtout s'abstenir de lutter ou de revendiquer trop énergiquement pour ne pas que l'Etat en profite pour accroître la répression! C'est là le discours classique de l'opportunisme dénonçant les «provocations» dont se rendraient coupables tous ceux qui appellent à la lutte réelle et qui refusent de sagement faire confiance à «la gauche»...

... à la condamnation des organisations minoritaires et clandestines ...

On retrouve les mêmes accents, empruntés tout droit au répertoire calomnieux du PCF des pires années de chasse aux révolutionnaires, lorsque «SI» parle des organisations «minoritaires et clandestines» qui par ce seul fait sont coupées de la masse et se prêtent aux infiltrations!!! Qu'aurait dit un Lénine ou un Trotsky, qui en matière d'organisations minoritaires et clandestines avaient une certaine expérience, d'une pareille trouvaille? Il est difficile ici de faire la part entre le simple crétinisme démocratouillard et légaliste et la pure saloperie telle qu'elle s'étale dans la dernière phrase où RAF et BR sont accusés d'avoir été les instruments de... la CIA!

Une des dernières choses qu'on peut reprocher à ces groupes dits «de lutte armée», c'est de ne pas avoir voulu combattre l'impérialisme américain et la CIA en particulier. Et on ne peut que constater qu'à la différence de «SI», eux n'ont pas hésité à mettre leurs actes en conformité avec leurs discours.

Les grandes organisations opportunistes, majoritaires et publiques, ne sont elles pas infiltrées jusqu'à la moelle par les influences de leur bourgeoisie, et des bourgeoisies étrangères parfois: avec l'argent de qui FO a-t-elle vu le jour? Et quelle agence américaine a parrainé sa naissance?

En définitive la condamnation des organisations minoritaires et clandestines revient à condamner l'organisation du parti révolutionnaire lui-même, nécessairement minoritaire (et même ultra-minoritaire) en dehors des rares périodes révolutionnaires et qui n'a très souvent d'autre possibilité d'action que clandestine; ce n'est pas par hasard si dans la Russie pré-révolutionnaire, le courant liquidateur parmi les sociaux-démocrates avait voulu supprimer la structure clandestine du parti et le travail illégal: il voulait supprimer en réalité le caractère révolutionnaire du parti. Même dans les beaux pays démocratiques le parti révolutionnaire ne peut s'imaginer que la bourgeoisie lui laissera toujours mener tranquillement son action de façon publique: il lui faut se préparer et préparer les prolétaires à toutes les éventualités et combattre toutes les illusions légalistes. C'est bien pourquoi, parmi les conditions d'admission à l'Internationale Communiste figurait l'obligation de combiner l'action légale à l'action illégale...

Le marxisme combat sans aucun doute le terrorisme en tant que stratégie, mais pas à la façon de «SI» et du social-pacifisme, par horreur de la violence, de l'action clandestine ou par... peur de la répression. Lénine l'a expliqué à plusieurs reprises; dans «Par où commencer?» il affirmait en 1901: «Sur le plan des principes nous n'avons jamais rejeté ni ne pouvons rejeter la terreur. C'est un des aspects de guerre, qui peut convenir parfaitement et même être indispensable à un certain moment du combat et dans certaines conditions. Mais le fait est justement qu'on nous propose aujourd'hui la terreur non point

comme l'une des opérations d'une armée combattante, opération étroitement rattachée et articulée à tout le système de la lutte, mais comme un moyen d'attaque isolée, indépendant de toute armée et se suffisant à lui-même. (...) C'est bien pourquoi nous déclarons résolument que, dans les circonstances actuelles, la terreur est une arme inopportune, inopérante, qui détourne les combattants les plus actifs de leur tâche véritable et la plus importante pour tout le mouvement, et qui désorganise non pas les forces gouvernementales, mais les forces révolutionnaires.» (4).

... pour finir par le soutien aux islamistes

Bien différente de cette critique est la «sagesse» sentencieuse de «SI» qui veut bien admettre, dans un second article, que la violence est nécessaire pour renverser l'Etat, mais que cette violence révolutionnaire «est une violence de masse et non la violence de minorités qui se substituent aux travailleurs et aux opprimés». C'est encore une fois l'argument classique de l'opportunisme qui dénoncera toujours la violence «minoritaire» chaque fois que des actions, spontanées ou non, franchissent les limites sacro-saintes de la légalité bourgeoise.

Mais après ce couplet social-pacifiste, «SI» écrit que son attitude «vis-à-vis des organisations qui utilisent le terrorisme dépend de la lutte [qu'elles mènent] et des liens qu'elles ont avec les opprimés». C'est-à-dire: «Des organisations comme l'ETA et l'IRA mènent une lutte claire contre l'oppression des populations en fonction de leur langue ou de la communauté à laquelle celles-ci appartiennent. Elles ont un soutien large parmi ceux qui souffrent directement de cette oppression. Notre critique (...) est politique. (...) Nous n'en soutenons pas moins ces organisations contre un ennemi commun, l'impérialisme anglais, français ou espagnol» Si elles ont un soutien large, alors évidemment «SI» ne va pas avoir l'audace de prendre au sérieux sa propre «critique politique»! Qu'en est-il des islamistes?

«Dans le cas du GIA (...) la situation est beaucoup plus complexe. Les groupes islamistes (...) mènent une lutte contre le régime militaire et ses liens avec l'impérialisme français, tout en s'attaquant à d'autres opprimés (berbères, femmes). En l'absence d'alternative cohérente à gauche, ils ont pu attirer une frange significative de la jeunesse urbaine la plus touchée par la crise et désespérée par la manque d'alternative. Nous soutenons leur lutte contre le régime, mais condamnons tous les attentats menés contre les opprimés» (souligné par nous). La formulation est alambiquée, en raison de la lâcheté politique caractéristique de «SI» (les islamistes sont mal vus en France - voilà ce qui rend la situation «complexe»), mais la déclaration de soutien au combat du GIA et d'autres groupes islamistes est sans équivoque. En face de ce soutien, la condamnation de certains des moyens de la lutte du GIA apparaît comme une réserve mentale ou comme une hypocrisie, en un mot comme une inconséquence secondaire.

Il est incontestable que les islamistes ont su attirer une frange de la jeunesse urbaine touchée par la crise, et pas seulement elle d'ailleurs: l'essentiel de leur base se trouvait au départ parmi la petite bourgeoisie. Mais, pour prendre un exemple historique, les nazis allemands (dont «SI» se fait une spécialité de voir partout des disciples) avaient eux aussi su attirer une frange de la jeunesse et même de la classe ouvrière, outre la petite bourgeoisie, touchées par la crise; eux aussi menaient une lutte contre le régime. Fallait-il les soutenir?

Les exemples historiques sont à manier

(Suite en page 4)

«Socialisme International» et les attentats

(Suite de la page 3)

avec prudence; mais il est incontestable - sauf pour «SI» et ses amis - que l'islamisme, idéologie réactionnaire à base petite bourgeoise, anti-prolétarienne par principe, férocement hostile à tout ce qui peut évoquer le communisme et la lutte des classes et dont les partisans ont fait leurs premières armes dans la chasse aux militants révolutionnaires et aux femmes «émancipées» (avant de s'illustrer plus tard dans le brisage de grèves), ne peut servir que des intérêts exclusivement bourgeois. Leur lutte pour instaurer un Etat islamique ne pourrait qu'aboutir à une pression encore plus grande et une répression encore plus brutale du prolétariat ainsi qu'à un renforcement de l'Etat bourgeois. Il serait désastreux d'entretenir la moindre ambiguïté à ce sujet - comme il serait criminel par ailleurs de songer à la moindre alliance avec l'Etat et les forces de répression, comme le font les démocrates au nom de l'anti-fascisme. En dépit de la guerre que se livrent bandes islamistes et forces de répression, la classe dirigeante songe toujours à associer les islamistes, ou une partie d'entre eux, à l'exercice du pouvoir comme l'avait tenté l'ancien président Chadli avant d'être renversé. L'entrée en lutte directe de la classe ouvrière qui a manifesté à plusieurs reprises par des grèves sa colère devant la détérioration incessante de ses conditions de vie et de travail, provoquerait à coup sûr de nouvelles tentatives spectaculaires en ce sens: s'ils combattent un régime, les islamistes ne combattent pas le mode de production capitaliste qui peut tout aussi bien prospérer de la sueur prolétarienne dans l'Iran «islamique», dans l'URSS «socialiste» ou dans l'occident «démocratique».

Le soutien (rhétorique) de «SI» aux islamistes n'est pas vraiment nouveau. Il vient après le soutien apporté (comme la plupart de l'extrême gauche) à l'Iran de Khomeiny et sa «révolution» islamique qui n'a pas mis longtemps pour écraser le mouvement ouvrier et reprendre toutes les traditions les plus oppressives de l'Etat persan. Cette expérience ne pouvait pas leur ouvrir les yeux; toujours à la recherche d'un mouvement populaire, de masse, auquel ils pourraient se raccrocher, ces faux révolutionnaires démagogues n'auront jamais aucune hésitation pour flirter avec des mouvements qui selon leur propre aveu s'attaquent aux opprimés; suivistes de mouvements et d'organisations bourgeoises dans les pays capitalistes «sous-développés», ils sont suivistes des partis et des forces réformistes - c'est-à-dire contre-révolutionnaires selon Lénine - dans les grands pays capitalistes où ils sont présents: dans tous les cas, la seule chose qui congénitalement reste entièrement étrangère à «SI» et ses camarades, c'est le communisme révolutionnaire.

(1) Ce n'est pas ici le lieu de critiquer la théorie de Cliff sur la nature de l'URSS; signalons simplement qu'elle est en contradiction aussi bien avec l'analyse marxiste du capitalisme qu'avec la réalité, puisque selon cette théorie les crises économiques étaient impossibles en URSS!

(2) cf «Discours au congrès du Parti socialiste suisse», 4/11/16, Oeuvres, tome 23, p.135. Cité dans «Le terrorisme et le difficile chemin de la reprise générale de la lutte de classe», Programme Communiste n° 77, p.16. Nous invitons le lecteur à ce reporter à cette étude (qui continue sur PC n° 78) ainsi qu'à notre brochure «Violence, terrorisme et lutte de classe» pour connaître de façon plus approfondie les arguments et les références dont nous ne pouvons donner ici que des indications sommaires.

(3) «Il Comunista», 31/7/21. Cité dans PC n° 77.

(4) cf Oeuvres, tome 5, p.15. Souligné par nous.

En marge du centième anniversaire de la mort d'Engels: Pour la défense du marxisme! (I)

(Suite de la page 1)

chique, voire personnel» (4). Et notre marxologue pontifie, en remettant à sa place cet an-archiste de Marx qui parlait à tort et à travers du déterminisme historique et de l'inévitabilité de l'élimination de la bourgeoisie et du triomphe du prolétariat, nécessairement suivis par l'abolition des classes: «la conception matérialiste de l'histoire n'est pas une métaphysique du déterminisme absolu; elle est une éthique de libération, pour autant que l'avenir social de l'humanité échappe à toute prévision rigoureuse, seul le passé étant soumis aux lois d'une nécessité irrémédiable pour l'historien soucieux d'objectivité» (5).

Ces quelques perles savoureuses (où s'étale une suffisance grotesque qui n'est pas sans rappeler celle d'un Dühring) suffisent à démontrer que l'attaque de Rubel contre Engels n'est en fait qu'un élément de son travail de démolition de l'oeuvre de Marx, justement analysée, comprise et diffusée par Engels: non l'édification par un faiseur de systèmes d'une «utopie rationnelle», d'une «éthique» et d'un appel aux «générations vivantes à ne pas se résigner à subir les contraintes des systèmes de domination et d'exploitation "préhistoriques"», mais la découverte des lois fondamentales du développement de l'histoire humaine et les lois du mode de production capitaliste, de sa naissance à sa mort, ainsi que des conditions déterministes de son remplacement par un nouveau mode de production qui constituent le programme historique de l'émancipation prolétarienne. Ou pour citer Marx lui-même: «Ce que je fis de nouveau, ce fut: 1. de démontrer que l'existence des classes n'est liée qu'à des phases de développement historique déterminé de la production; 2. que la lutte des classes conduit nécessairement à la dictature du prolétariat; 3. que cette dictature elle-même ne constitue que la transition à l'abolition de toutes les classes et à une société sans classes» (6).

Il ne vaudrait peut-être guère la peine de critiquer les vues d'un Maximilien Rubel si celui-ci restait confiné dans le rôle d'exégèse savant de la pensée «marxienne» auprès d'un public restreint d'intellectuels et d'universitaires bourgeois «de gauche». Mais selon ses propres dires, la publication d'une nouvelle édition des oeuvres complètes de Marx et d'Engels sous la responsabilité de l'Institut International d'Histoire Sociale d'Amsterdam, avec la participation de ce qui reste des anciens Instituts d'URSS et de RDA chargés de cette tâche, devrait se réaliser suivant la même optique: «la règle éditoriale suprême [sera]: renoncer à employer les termes "marxisme" et "marxiste", source de confusion et d'égarément dogmatiques».

Après le travestissement du marxisme et son utilisation pour camoufler idéologiquement la contre-révolution, nous assisterions ainsi à sa liquidation finale au nom de la science et de l'objectivité par ceux-là même qui se sont chargés de l'édition des textes de Marx et d'Engels! C'est une constatation bien connue que la publication et la diffusion de ces textes dépend étroitement de la vitalité du mouvement prolétarien. La victoire de la révolution russe avait donné une impulsion sans précédent à la publication des textes marxistes; la perspective actuelle d'une édition ouvertement non marxiste ou anti-marxiste des oeuvres de Marx et d'Engels est le témoignage le plus éclatant de la persistance de

la contre-révolution: Lénine remarquait déjà à propos de Marx que la bourgeoisie avait coutume de transformer les révolutionnaires en icônes inoffensives.

Mais au risque de froisser les historiens soucieux d'objectivité, nous affirmons que cette domination de la contre-révolution n'est pas éternelle; avec une nécessité irrémédiable, c'est le développement convulsif du capitalisme lui-même qui sape les bases de cette contre-révolution et prépare le retour sur la scène historique du prolétariat révolutionnaire. Tous les efforts des marxologues bourgeois pour faire disparaître le marxisme sont condamnés à être vains et ils ne pourront épargner à la classe dominante le sort prévu de façon déterministe il y a presque 150 ans: «Avant tout la bourgeoisie produit ses propres fossoyeurs. Sa chute et la victoire du prolétariat sont également inévitables» (7).

(1) Ce quatrième tome des oeuvres de Marx publiées par Rubel est le premier de la série «Politique» (les volumes antérieurs portaient sur la «Philosophie» et l'«Economie»). Il rassemble des textes publiés de 1848 à 1853, dont certains étaient devenus difficilement accessibles, mais la première chose qui frappe est l'absence du «Manifeste»: dans son introduction Rubel se contente de l'évoquer pour parler d'«ambiguïté sémantique» à propos de la notion de parti communiste et pour relativiser sa portée.

(2) Cf l'Introduction au volume III des Oeuvres de Karl Marx («Philosophie»), p.123.

L'importance de l'«Anti-Dühring»

Oeuvre maîtresse de Friedrich Engels, l'«Anti-Dühring» doit être, selon Lénine, le livre de chevet de tout ouvrier conscient, (alors qu'un Rubel y voit avec dédain la manifestation d'un «procédé imaginaire enrichissant» que Marx avait eu la faiblesse de légitimer et qui se traduira par des «déviation» philosophiques croissantes et une généralisation abusive des thèses «matérialistes» de ce dernier). Nous donnons ci-dessous l'appréciation qu'en fait Amadeo Bordiga dans ses «Appunti Filosofici» (introduction du deuxième cahier).

Dans la préface datée du 23/9/1885 de la deuxième édition de l'oeuvre appelée populairement l'Anti-Dühring, Friedrich Engels résume de la façon suivante l'origine des doctrines qu'il expose:

La conception communiste du monde due à Marx et à lui est apparue la première fois dans la Misère de la philosophie de Marx et dans le Manifeste des communistes de 1847. Elle traversa ensuite une phase d'incubation d'une vingtaine d'années jusqu'à la parution du Capital pour se diffuser ensuite de façon toujours plus large dans tous les pays «où il y a des prolétaires d'une part et des théoriciens scientifiques impartiaux d'autre part» (1).

La Misère de la philosophie et le Capital traitaient surtout des questions économiques; le Manifeste constituait le programme d'un parti politique; de sorte qu'il était possible de croire qu'il s'agissait uniquement d'une nouvelle école économique et d'un nouveau parti.

A l'inverse la doctrine comprenait une vision générale de tous les problèmes de l'action humaine dans laquelle sont inclus tous les problèmes du savoir; et ceci en même temps qu'elle s'annonçait non comme le produit d'une nouvelle école de penseurs, mais comme la bagage théorique d'une catégorie d'hommes bien définis par leurs rapports matériels avec les autres: la classe

(3) «Au commencement était l'utopie. Elle dut céder la place à la science. Restait à mettre cette science en pratique: Octobre 17 ouvrit l'ère de la marche vers le communisme. Telle est, réduite à l'essentiel, la légende marxiste du devenir-communiste-du-monde. Nous sommes en pleine mythologie.» cf l'Introduction au volume IV, p. 134.

(4) Ibidem, p. 79. Ce passage rappelle irrésistiblement les contorsions d'un Kautsky, «pape» de la social-démocratie et grand responsable, selon la formule de Lénine, de l'«avilissement» du marxisme, pour éliminer ce «petit mot» désagréable. D'ailleurs, selon Rubel (qui a trouvé le moyen de citer Kautsky dans son introduction), Marx était un «démocrate radical» à la recherche de la «démocratie vraie», dont toute «la carrière (...) s'est confondue avec le combat pour les droits de l'homme et du citoyen», bref... un vrai social-démocrate!

(5) Ibid., p. 130. Rubel admet le déterminisme, mais seulement pour le passé! L'avenir, lui, est «ouvert aux jugements de valeur». Les idéologues de la bourgeoisie ont toujours combattu le déterminisme car cela reviendrait à reconnaître que le capitalisme connaîtra une fin; certains sont prêts à admettre le matérialisme et les lois historiques du développement des sociétés humaines, mais uniquement pour les sociétés qui ont précédé le capitalisme, qui, lui, échapperait à ces lois parce qu'il est la forme idéale et suprême de l'organisation sociale...

(6) cf Lettre à Weydemeyer, 5/3/1852.

(7) cf le «Manifeste», fin du premier chapitre.

salariée.

Il manquait un texte récapitulatif de la conception communiste générale du monde, entendant par monde l'ensemble des faits présentés par la nature, y compris naturellement ceux qui regardent l'homme et ses fonctions; texte qui seul pouvait clarifier le contenu théorique du mouvement communiste et la nécessaire prise de position non seulement par rapport aux autres classes et aux partis adverses, mais par rapport aussi aux conceptions ou positions religieuses, philosophiques et idéologiques en général.

Comme l'une des thèses de la nouvelle doctrine est qu'aucun auteur ni aucune école ne pourra jamais donner «le système» complet et définitif de la «vérité», il était particulièrement difficile de réaliser cette tâche de manière positive et *ex professo*. Engels saisit une occasion polémique dans les publications du professeur allemand Dühring qui avait adhéré au socialisme en charriant avec lui une grave confusion idéologique.

Ces publications ont perdu aujourd'hui perdu toute espèce d'importance, mais il reste par contre extrêmement important qu'Engels avec la collaboration directe de Marx ait pu en 1878 coordonner l'exposition de sa doctrine dans les domaines les plus divers, en usant de la possibilité de supprimer toute prétention et toute lourdeur à l'oeuvre même comme à celle du lec-

L'«Anti-Dühring»

teur, en conséquence le texte conserve une valeur de premier plan et fait date au même titre que les autres textes évoqués plus haut.

Engels a pu ainsi suivre l'ordre de l'oeuvre de Dühring plutôt que celui de la nouvelle doctrine, ce qui aurait été en réalité très ardu parce qu'il aurait fallu faire une récapitulation des données les plus importantes de toutes les sciences du monde physique, organique et humain, culminant dans l'étude des problèmes de la pensée et de l'action des hommes. Dans l'ordre traditionnel la série est en partie inversée, et ceci reste encore inévitable parce que nous aussi nous travaillons avec l'appareil traditionnel au moins du langage.

A 50 ans de distance de l'Anti-Dühring les données de la connaissance acquises dans les différents domaines se sont multipliées et même modifiées, alors qu'au contraire les vicissitudes de l'histoire des conditions sociales et de son reflet dans la pensée ne nous ont guère permis de nous libérer davantage des difficultés contre lesquelles on lut- tait alors.

Pour une étude de la conception générale du monde des communistes, le livre d'Engels reste fondamental; mais il serait difficile de travailler sur lui sans tenir compte des résultats postérieurs dans le domaine scientifique, sans faire mystère du fait que nous laissons largement de côté les résultats contemporains de la dite philosophie.

Quoique Dühring aujourd'hui nous intéresse peu et qu'on peut se dispenser de le citer, nous pouvons suivre l'ordre du travail d'Engels malgré les inévitables anticipations, qu'il rend nécessaire, de résultats décrits ultérieurement au cours de l'exposé.

Il est indispensable de coordonner une prise de position face aux divers problèmes qui surgissent et resurgissent du domaine de la science et de la pseudo-science et aux diverses élaborations traditionnelles et de la dernière mode, avec les postulats les plus connus de la doctrine et qui pour la grande masse en sont les caractéristiques; y compris aussi parce que ces postulats sont particulièrement mal compris et

mal énoncés en raison des déficiences de cette connexion générale à laquelle nous nous intéressons ici.

Au sens propre le socialisme est quelque chose de plus qu'un simple programme d'un ordre social fondé sur l'égalité économique; en même temps il est quelque chose de plus qu'un mouvement social et politique de défense des intérêts des travailleurs. Dans le sens marxiste l'acceptation du socialisme (qui s'identifie avec le premier nom historique de communisme) consiste dans l'acceptation, comme piliers de doctrine et d'action collective, des points fondamentaux suivants:

1) - le déterminisme économique ou conception matérialiste de l'histoire, explication positive de la cause et du développement de l'action ou de la pensée des collectivités humaines;

2) - la doctrine de la valeur et de la plus-value et l'explication scientifique correspondante de la production capitaliste avec ses lois de développement;

3) - la doctrine programmatique des classes, des partis et de l'Etat qui définit le mouvement et la lutte de la classe ouvrière, le parti comme son organe politique pour la conquête du pouvoir, l'Etat ouvrier et la dictature du prolétariat.

Ces trois piliers doctrinaux trouvent leur développement dans la deuxième et la troisième partie de l'Anti-Dühring (économie politique - socialisme).

Les éléments fondamentaux du premier pilier sont compris dans la première partie de l'oeuvre (philosophie), tandis que le second trouve plutôt sa place dans un exposé sur le schéma du Capital; le troisième peut être développé sur la base de la partie programmatique du Manifeste et sur celle, particulièrement importante puisqu'elle fait oeuvre de restauration après les déviations et les révisions connues, de l'Etat et la révolution de Lénine, qui s'appuie en outre sur la vaste expérience

ultérieure de la lutte prolétarienne.

Une étude générale comme celle d'Engels ne vaut cependant pas seulement par le travail de coordination entre les thèses historiques, économiques et politiques les plus connues, mais aussi par la démonstration que celui qui accepte ces thèses et ne veut plus être inconsciemment victime d'influences étrangères, n'est pas «libre» d'adhérer traditionnellement et de manière improvisée à des courants même limités d'opinions: il ne peut rester ou devenir par exemple, protestant ou juif, théosophe ou spiritualiste, platonicien ou spencérien, protectionniste ou parétien, etc., avec la prétention de séparer ces attitudes de celles déterminées par son adhésion au courant de pensée et d'action correspondant à la marche en avant de la classe ouvrière.

(1) cf «Anti-Dühring», Ed. Sociales 1973, p. 38.

Pavillons de complaisance et seconds registres: la dure réalité de l'exploitation capitaliste dans la marine marchande (Fin)

La première partie de cet article est parue dans le numéro précédent du «prolétaire»

Le syndicalisme

Ces conditions très particulières d'embauche et de travail rendent extrêmement complexe l'organisation des marins sur le terrain de la défense immédiate de leurs conditions de vie et de travail. Ils sont en effet confrontés à tous les particularités d'une profession divisée en nationalités avec les pavillons nationaux, en entreprises et usines avec les Cies et les navires, en diverses branches (long cours, liaisons régulières, frêt, passagers, etc...) et en diverses spécialités (croisière, ligne régulière de passagers, marchandises de toutes sortes et de tout conditionnement). Dispersion géographique, diversité de nationalités et de langues, patrons et Etats négriers, voilà ce qui entrave l'organisation des prolétaires de la mer. Dans ce contexte, seule une organisation jouissant du soutien de la bourgeoisie pouvait éclore sur le plan international: l'ITF.

L'ITF

«L'ITF est l'une des 16 fédérations internationales de syndicats nationaux représentant autant différents secteurs d'activité (...). En 1993, l'ITF regroupait 400 syndicats de plus de 100 pays, soit plus de 5 Millions de syndiqués.» (1).

Elle a été créée par des syndicats de marins et de dockers en 1896 et «remplit trois grandes fonctions: elle encourage la solidarité entre syndicats et ouvriers du transport des différents pays, elle représente ces syndicats auprès des nombreuses instances internationales et régionales dont émanent les règles et politiques qui affectent les transports et les questions du travail et elle fournit des services d'information et d'éducation aux syndicats du transport dans le monde entier. (...) Elle est composée de syndicats et non pas de travailleurs individuels, à une exception près, propre à l'ITF: celle-ci intervient directement dans les relations du travail des navires dont les propriétaires ont choisi des pavillons de complaisance. Comme les marins de ces navires échappent à la juridiction des syndicats nationaux, ils ont le droit de s'affilier directement à l'ITF» (2).

L'ITF n'a rien d'un syndicat de classe, elle entretient de très bonnes

relations avec le milieu patronal et avec cette organisation au service de l'impérialisme et de la bourgeoisie internationale qu'est l'OIT. (Organisation Internationale du Travail, dépendant des Nations Unies). En effet, l'ITF représente auprès d'elle les travailleurs de la mer. On peut lire dans une brochure de l'ITF («Pavillon de complaisance, la campagne de l'ITF») les perles suivantes à propos de ses relations avec les patrons: «Tous les armateurs qui ont recours aux pavillons de complaisance n'appartiennent pas au contingent des minables qui rognent sur les salaires et la sécurité, économisent sur la nourriture et les vêtements de l'équipage et équilibrent leurs comptes en n'engageant jamais des effectifs suffisants. L'ITF a de bonnes relations avec de nombreuses compagnies (propriétaires et exploitants) qui prennent leurs responsabilités au sérieux (...).»

C'est donc dans cet esprit que l'ITF commence sa campagne anti-FOC dès 1948. Mais, agissant essentiellement sur le terrain des discussions bureaucratiques avec l'OMI (Organisation Maritime Internationale, branche de l'ONU) et avec l'OIT, elle est bien incapable d'enrayer la moindre progression des FOC.

Les autres alternatives d'organisation syndicale ne sont pas plus attrayantes et sont tout aussi éloignées de la lutte de classe internationaliste. Les CCOO (Commissions Ouvrières) en Espagne défendent des positions chauvines, souvent proches du nationalisme xénophobe, de même que la CGT en France.

Positions politiques face aux FOC et Rbis

Dans les pays qui voient leur flotte transférée sous FOC ou Rbis comme la France, plusieurs orientations politiques bourgeoises s'emblent s'affronter, mais en fait vont dans le même sens: celui de la défense des intérêts des capitalistes nationaux.

En France, une grande partie de la droite ainsi que le PS mettent au banc des accusés les FOC dès que se produit une catastrophe ou un accident maritime. Ils n'hésitent pas alors à sortir de belles phrases, à discuter puis à voter et faire appliquer de nouvelles lois contre ces mêmes FOC (alors qu'ils ont souvent permis leur développement) en faisant bien attention qu'elles n'aillent pas, bien entendu, dans un sens contraire aux intérêts de l'Etat et des

bourgeois qu'il représente. Mais ils ne remettent surtout pas en cause le Rbis qu'ils aimeraient développer en «pavillon Euros», c'est-à-dire en un pavillon unique à l'UE avec des équipages appartenant aux seuls pays membres.

De l'autre côté, il y a évidemment les chauvins et nationalistes en tout genre du reste de la droite, du PCF et du FN qui sont contre le FOC et le Rbis au nom de «l'indépendance nationale», d'«une nation forte», de «la production nationale», de la défense de la petite-bourgeoisie (officiers) et de leur clientèle parmi les marins défendant des intérêts chauvins et d'aristocratie ouvrière. Le PCF qui a toujours été implanté dans ce milieu, comme le FN qui s'y est développé facilement, doivent leur influence de l'affirmation nette de leurs idées chauvines et du déclin des effectifs (9.000 marins et officiers aujourd'hui contre plus de 20.000 il y a 20 ans).

Et puis il y a les verts, qui invoquent les risques écologiques que font courir les navires mal entretenus et mal commandés, vont dans le sens de ces derniers en demandant aux gouvernements nationaux et aux parlements européens des lois toujours plus répressives contre les navires sous FOC (dont leur interdiction dans les ports de l'Hexagone) et Rbis. Ils souhaitent l'élimination graduelle de ces registres dans le cadre de la paix sociale, sans s'occuper des conditions de vie et de travail des équipages, la défense de l'environnement étant plus importante que celle des prolétaires. Les écologistes prouvent ici encore que l'idéologie qu'ils défendent est bourgeoise et opposée à la lutte de classe.

Quelque soient les géramies de ces laquais de la bourgeoisie, le capital trouve toujours le meilleur chemin pour l'exploitation de la classe ouvrière: «selon un armateur, dans les transports maritimes aujourd'hui, un bateau peut fort bien être financé internationalement, construit n'importe où dans le monde dans le chantier offrant les meilleures conditions, propriété d'un groupe souhaitant rester anonyme pour des raisons fiscales, examiné et expertisé au point de vue technique où cela convient le mieux et géré commercialement par une entreprise située au meilleur endroit. Ledit navire peut être également assuré sur le marché international ouvert à tous. On conçoit qu'avec de telles possibilités la cou-

(Suite en page 6)

LISEZ, DIFFUSEZ, SOUTENEZ LA PRESSE INTERNATIONALE DU PARTI !

«le prolétaire»
«programme communiste»
«il comunista»
«el programa comunista»

ABONNEZ-VOUS, REABONNEZ-VOUS, SOUSCRIVEZ !

IL COMUNISTA (Bimestriale)

No 46-47 - Septembre 1995

-Bosnia: i briganti imperialisti alle prese coi nuovi confini, mentre alle popolazioni locali sono stati riservati i massacri di guerra
-L'accordo sulle pensioni: il sindacalismo sempre più nello stato borghese
-L'imperialismo francese riprende gli esperimenti nucleari
-Sovraproduzione di merce, sovrapproduzione di capitale o tutt'e due?
-Il capitalismo sovietico in crisi (fine)
-Gli aggiornatori di Lenin si impantano liberamente nel loro volgare "milieu révolutionnaire"
-La formazione del partito comunista d'Italia (II)
-Esempi di lotta dei lavoratori Gepi
-Terrorismo e comunismo (Trotsky)
-25 anni fa moriva Amadeo Bordiga

Pavillons de complaisance (Suite de la page 5)

leur du pavillon soit une pure question de convenance et la (ou les) nationalité(s) des membres de l'équipage un simple problème de coût, problème négocié avec une de ces agences de recrutement qui fonctionnent dans le Sud-Est asiatique» (3).

C'est principalement sur le fonctionnement de ces agences que repose l'existence de la complaisance et la dure exploitation capitaliste du prolétariat des mers et océans. Elles permettent, en effet, aux armateurs d'exploiter toujours plus et pour un coût toujours moindre cette force de travail. La loi de conservation du capitalisme, dans ce secteur, est à ce prix. Et ce ne sont pas les bourgeois, les réformistes, les syndicats jaunes ou la bonne parole du clergé (très présent dans la marine), tous au service de leur capital national, qui y changeront quoi que ce soit. Seule la lutte classiste fera progresser la défense des prolétaires du secteur maritime, et dans cette perspective, les communistes doivent mettre en avant les points cardinaux de la question de la lutte immédiate et de son organisation.

Luttes et revendications immédiates

Les communistes révolutionnaires accordent la plus grande importance au but final, mais il n'est rien sans l'étroite liaison avec la lutte pour les revendications et l'organisation immédiates du prolétariat sur le terrain de classe. La défense des conditions de vie et de travail des prolétaires est l'ap-

prentissage de la lutte et de l'organisation de classe, elle est l'école de guerre du communisme. C'est pour cela que son orientation, jusque dans les moindres détails, est pour nous aussi importante.

Les principales revendications immédiates peuvent se répartir en 4 grandes catégories: défense des conditions de lutte, défense des conditions de vente de la force de travail, défense des conditions de travail et défense des conditions de vie. Sans dresser un catalogue détaillé de toutes les revendications pressantes, ce qui ne serait qu'un exercice abstrait, il est important d'indiquer les grands axes revendicatifs sur lesquels construire et unir un véritable combat de classe pour la défense des prolétaires maritimes et sur lesquels doivent se greffer toutes les luttes et situations particulières rencontrées par les prolétaires maritimes dans leurs luttes.

L'organisation indépendante des prolétaires sur un terrain d'action directe est une condition incontournable dans la lutte qu'ils doivent mener contre la répression s'abattant sur les travailleurs qui se mobilisent pour défendre leurs intérêts. Ce n'est que par cette lutte qu'ils parviendront à imposer leur droit à l'organisation.

La condition première de l'organisation des prolétaires est celle de l'unité; elle passe par la lutte contre toutes les discriminations et toutes les divisions des travailleurs qui sont l'arme la plus puissante des patrons: non aux discriminations, nationales, raciales, religieuses ou par sexe; égalité des droits, des salaires, des conditions d'embauche, reconnaissance des

qualifications, etc., solidarité de classe entre prolétaires.

Ce n'est qu'organisés et unis que les travailleurs pourront inverser les rapports de forces entre classes et imposer la diminution de leur charge de travail et l'amélioration de leurs conditions de vie et de travail: limitation du temps de travail (journalier, hebdomadaire et annuel ainsi que des quarts), suppression du travail de nuit qui n'est pas nécessaire pour des raisons techniques ou de sécurité impérieuses (et compensations financières et autres pour celui-ci), interdiction des heures supplémentaires, embauche de personnels en nombre suffisant, etc.

Sur le plan de la défense du salaire et des conditions sociales un énorme travail est à faire: lutte pour un salaire minimum, pour le paiement effectif de toutes les heures travaillées, pour le salaire intégral des marins bloqués sur un navire, pour les billets de retour à domicile en fin de contrat; lutte pour l'obtention d'indemnités de chômage, d'indemnités d'invalidité, d'indemnités de maladie et de retraite alignées sur le salaire, etc.; lutte pour l'amélioration des lieux de vie et de travail sur les navires, pour le respect des impératifs de sécurité à tous les niveaux sur les navires, y compris pour ce qui est des conditions de navigation (météo); lutte contre le licenciement des femmes enceintes et pour des congés maternité; lutte pour la diminution de l'âge de la retraite; etc.

En conclusion

Ces revendications élémentaires peuvent être développées et détaillées.

Mais elles doivent être considérées autant comme des objectifs de mobilisation et d'agitation, contribuant à la création de l'organisation et de l'activité de défense immédiate des travailleurs maritimes. Pour cela ils doivent aussi sortir de tous les cadres corporatistes et nationaux se limitant strictement aux prolétaires ayant un emploi stable, aux revendications catégorielles d'une branche, d'un secteur, d'un pays, d'une région, d'une compagnie, d'un navire, etc... Tisser des liens de classe et internationalistes entre les prolétaires des mers et océans est la condition et le but des luttes futures car «le véritable résultat de la lutte est moins le résultat immédiat que l'union grandissante des travailleurs».

Les communistes révolutionnaires ont confiance dans la logique de la lutte de classe dont ils s'efforcent de connaître tous les aspects pour y intervenir de façon plus efficace, pour s'appuyer sur des tendances réelles, pour faire avancer et mûrir le mouvement de classe du prolétariat et rapprocher ainsi l'heure de l'assaut final, qui, pour lointain qu'il soit encore, est une inébranlable certitude.

(1) Brochure de l'ITF «Pavillons de complaisance - La campagne de l'ITF», p. 5.

(2) Ibidem, p. 7

(3) Brochure du CCFD (Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement). «Les routiers de la mer - Transports maritimes et Tiers-Monde».

Les pompiers syndicaux organisent la défaite des travailleurs

(Suite de la page 1)

et la Grande Bretagne, répétant ce qui s'est passé et ce qui se passe encore au Moyen-Orient.

Sur le plan économique le budget annoncé par le gouvernement a fait l'objet de critiques générales. Les milieux patronaux ainsi que les cercles financiers internationaux ont déploré l'insuffisance des mesures envisagées pour «réduire les déficits» et engager les «réformes»: en clair pour attaquer les «privileges» et les «avantages acquis» dont jouit de façon intolérable pour ces Messieurs la classe ouvrière. Madelin a perdu sa place sous prétexte qu'il avait déclaré haut et fort qu'il fallait s'attaquer aux fonctionnaires, aux RMistes et aux chômeurs; mais cette orientation est celle de toute la bourgeoisie, à la différence près qu'un gouvernement sérieux ne peut se permettre de jouer les boute-feux en annonçant de façon provocative ce genre de choses. La meilleure preuve qu'un Juppé suit les orientations de Madelin, c'est qu'après avoir constaté les critiques contre son budget, il a donné un gage aux milieux patronaux et financiers en annonçant le gel des salaires des fonctionnaires et la chasse aux prétendus «faux chômeurs» et autres «profiteurs du RMI». La dramatisation constituée par l'annonce d'un prétendu «péril national» en ce qui concerne les finances de l'Etat sert bien sûr à justifier la mise au rencart des promesses électorales du candidat Chirac; mais il est cependant vrai que la situation du capitalisme français dans la concurrence internationale n'est pas si florissante que cela: la contradiction entre le main-

tien du «franc fort» essentiellement pour des raisons politiques d'équilibre avec l'Allemagne, et les intérêts strictement économiques et mercantiles d'une bonne partie des entreprises risque de devenir de plus en plus difficile à gérer car elle implique d'imposer des sacrifices, supplémentaires et toujours renouvelés aux prolétaires, en termes de salaires, d'emploi, de bénéfices sociaux, etc. Les dernières statistiques montrant une nouvelle augmentation du chômage montrent ce qui attend les travailleurs.

LES SYNDICATS VEULENT LANCER UN «AVERTISSEMENT FORT» AU GOUVERNEMENT MAIS PAS LE COMBATTRE

Dans ces circonstances, où en plus le gouvernement est affaibli par des scandales et des querelles politiques, la carte la plus solide de la bourgeoisie est comme d'habitude l'action des pompiers sociaux, syndicaux et politiques, pour empêcher que le mécontentement des travailleurs se cristallise en lutte véritable. Les chefs syndicaux ne pouvaient faire autrement que protester avec véhémence devant l'annonce du gel des salaires des fonctionnaires et ils ont aussitôt décidé d'organiser la journée d'action du 10 octobre pour faire retomber la pression. Leur attitude ne pourrait être mieux résumée que par cette phrase du «Monde» (5/9/95): «Les principaux syndicats ont averti que la décision du premier ministre entraînerait des grèves, mais ils se sont déclarés prêts à faire des concessions, le gouvernement étant confronté à des choix budgétaires draconiens». La

cause est entendue: il y aura des grèves mais ce seront - qui pouvait en douter? - les habituelles grèves-bidon et sans lendemain, car ces larbins de la bourgeoisie ne veulent pas gêner la politique du gouvernement. Autre signe qui révèle la nature de la comédie jouée par les bonzeries syndicales, la presse a relevé que le syndicat qui lançait les déclarations les plus critiques et les plus combatives, et parlait d'«avertissement fort au gouvernement» était... FO! Suivant la ligne d'«opposition constructive» du PCF (1), la CGT au contraire s'abstenait d'attaquer le gouvernement... De leur côté les partis de gauche se sont également abstenus de gêner le gouvernement, leur participation aux manifestations contre les essais nucléaires relevant là aussi d'une opération de détournement du mécontentement vers un terrain multi-classiste et dominé par le pacifisme social.

Pendant ce temps les négociations entre «partenaires sociaux» continuent sans désespérer dans la discrétion; elles ont abouti à un accord pour une forme de pré-retraite payée par l'UNEDIC (alimentée par les cotisations des travailleurs et les charges sociales des entreprises - c'est-à-dire le «salaire indirect»), la part versée par l'Etat paraissant remise en question). Selon «Agir ensemble contre le chômage» (2) des négociations sont en cours sur la réduction du temps de travail; le gouvernement aurait exigé qu'elles aboutissent à un accord pour décembre sur une durée hebdomadaire de 37 heures de travail assorties d'une flexibilisation accrue des horaires et sans doute de diminutions de salaires.

Les bonzeries syndicales préparent, en collaboration avec les patrons et le gouvernement, les futurs mauvais coups contre les travailleurs au moment où ils font semblant d'organiser leur défense!

La solution ne consiste pas à faire pression sur les hiérarchies de ces or-

ganisations collaborationnistes pour qu'elles se mettent à faire ce qu'elles ne savent ni ne peuvent faire: se consacrer à la défense véritable des seuls intérêts de la classe ouvrière par les moyens de la lutte réelle; on ne peut s'en remettre non plus à attendre la force miraculeuse de la spontanéité ouvrière, car sans organisation classiste, la spontanéité est condamnée à être récupérée par le réformisme et les organisations collaborationnistes. La seule voie consiste à travailler là où c'est possible, dans comme hors des syndicats, à combattre les orientations défaitistes et les habitudes de collaboration des classes pour contribuer à l'organisation classiste des prolétaires en s'appuyant sur les éléments les plus combattifs qui apparaissent dans les luttes. Ce travail de fourmi, seul réellement possible aujourd'hui pour les rares militants prolétaires d'avant-garde, ne doit pas être méprisé parce que c'est lui qui dans des circonstances plus favorables demain permettra de porter la lutte pour la réorganisation de classe du prolétariat sur le terrain de la lutte économique quotidienne, à un niveau plus large et avec des résultats significatifs.

Et en liaison avec les efforts parallèles pour reconstituer l'organe politique indispensable de la classe - le parti communiste révolutionnaire - les conditions pourront alors être créées pour que la lutte ouvrière envisage enfin de passer des luttes défensives à l'offensive contre le capital!

(1) Ces dernières semaines le PCF a été contraint de remiser la ligne d'«opposition constructive» au placard; mais seul le masque change, la partition est toujours la même: défense de l'ordre bourgeois, sabotage des luttes prolétariennes.

(2) Cf la «Lettre rapide n°43», 19/9/95.

Correspondance

Polynésie: A bas l'impérialisme et sa bombe!

Nous publions ci-dessous des extraits d'une correspondance sur les émeutes qui ont suivi à Tahiti - ce «confetti» où le colonialisme français est bien vivant - le premier des tirs nucléaires prévus. Nous reviendrons dans un prochain n° du journal sur la réalité de la situation économique et sociale de ce territoire qui n'a rien de paradisiaque pour l'écrasante majorité de ses habitants, les Maohis. Le devoir des prolétaires de métropoles est de se désolidariser de la situation qui leur est faite et de se solidariser au contraire sans hésitation avec leurs luttes contre l'impérialisme français.

Les émeutes de septembre dernier

A la suite de l'annonce par Chirac de reprendre les essais nucléaires, les protestations, manifestations et actions ne se sont pas faites attendre à travers le monde. Beaucoup plus médiatiques qu'efficaces car organisées et menées en presque totalité par une partie de la petite-bourgeoisie (écologistes) et de la bourgeoisie (1) - les menaces de boycott de certains gouvernements s'arrêtant là où commencent les intérêts de la bourgeoisie -, elles se sont déroulées dans le calme avec de très rares accrochages. Là où ce fut le plus visible, ce fut à Pape'ete, les manifestations et les participants n'y furent jamais aussi nombreux. Peu avant le premier tir, l'impérialisme français y enverra des Gardes Mobiles pour renforcer les forces de l'ordre déjà très présentes, prouvant qu'il s'attend au pire du fait de sa décision d'une part et de la situation politique, économique et sociale dans laquelle se trouve la Polynésie d'autre part.

Le 6 septembre se retrouvent à l'aéroport plusieurs dizaines de Polynésiens, des travailleurs appelés à la grève générale par les syndicats Atia I Mua et le CSIP et des chômeurs, dont des vahinés et une majorité de jeunes. Ceux-ci en bloquent la piste par des troncs d'arbres, des feux, des pierres et l'envahissent afin d'empêcher le départ d'un avion en partance pour Paris car ils pensent que Flosse est à bord, la première réaction de celui-ci étant de se rendre à Paris lors de chaque problème grave ou dur conflit. Finalement, ça va dégénérer rapidement en affrontements violents entre manifestants armés de pierres, de chaînes, etc... et forces de l'ordre munies de matraques et tirant des grenades. Les manifestants voient alors leur effectif croître par d'autres jeunes venus des bidonvilles tout proches de l'aéroport, comme le nombre des forces de l'ordre colonial. Pour empêcher tout nouveau renfort de ces derniers et l'intervention de secours, notamment pour maîtriser l'incendie de l'aéroport, les Tahitiens mettent en place des barrages et érigent des barricades sur les routes reliant Faaa à Pape'ete.

Vers midi, à RFO (Radio France Outre-mer, surnommée par les indépendantistes Radio Flosse Outre-mer), le haut-commissaire annonce que l'aéroport sera indisponible pour plusieurs jours, étant en grande partie détruit par les flammes, de même que le balisage et l'éclairage, ses magasins saccagés et son parking bloqué par des véhicules incendiés. A la fin de cette bataille qui fera de nombreux blessés de chaque côté, le gros des troupes de manifestants va alors marcher vers Pape'ete alors que certains d'entre eux tiennent toujours des barrages et que l'aéroport est gardé par des Gardes-Mobiles ren-

forcés plus tard par une trentaine de légionnaires arrivés de Moruroa.

A 19 h, les manifestants arrivent dans le quartier de Pape'ete où se trouvent le haut-commissariat, la présidence et l'Assemblée Territoriale. Comme l'aéroport à Faaa, c'est le seul quartier de Pape'ete protégé par les Gardes Mobiles. Les manifestants s'aperçoivent que le reste de la ville est libre. Ils vont alors dans certains quartiers mettre le feu aux poubelles, lancer des pierres et des cocktails molotov qui, avec les ripostes à la grenade des forces de l'ordre, embrasent Pape'ete et mettent en cendres des immeubles et des magasins saccagés et pillés par de jeunes prolétaires démunis qui se joignent à eux et deviennent maîtres de la rue. Il y a de nouveaux affrontements et des arrestations. Alors que la capitale est en feu sous le regard de Polynésiens soutenant passivement les émeutiers qui ignorent les badauds et les journalistes, et va le rester durant la nuit à certains endroits, les manifestants essayent de retourner vers l'aéroport, avant que le calme ne revienne. Une nouvelle bombe sociale vient d'exploser à Tahiti.

Le lendemain, la bourgeoisie locale et les gouvernements français et polynésiens ont la «gueule de bois». Outre la légion comme en 87 et 92, 130 parachutistes envoyés à Moruroa pendant la période des essais (ils n'ont pas de base en Polynésie) sont réquisitionnés par le haut-commissaire et trois autres escadrons de Gardes Mobiles sont envoyés en renfort par l'Etat français à Tahiti désormais quadrillé. Durant plusieurs jours des Polynésiens seront arrêtés. Puis l'Etat colon fait le black-out total sur les informations venant de cette région.

Les réactions politiques

Elles ont été nombreuses après le premier tir mais également après les émeutes. Venant notamment de métropole et du Pacifique Sud, elles sont la preuve de l'existence d'enjeux politiques et économiques considérables dans cette partie du monde comme en Polynésie avec son immense étendue océanique (2).

Ainsi l'Etat colon n'hésitait pas par la voix de son ministre de l'Outre-Mer (ou des vestiges de l'ex-empire colonial) à dire que «ce qui se passe à Pape'ete n'a rien à voir avec les protestations anti-nucléaires. Ces émeutes, ces pillages n'ont réellement aucun rapport avec la reprise de nos essais» et qu'il condamnait «sans appel les actes inadmissibles commis par des commandos de casseurs et d'irresponsables». Il veut cacher ainsi ce qui a mis le feu aux poudres (les essais), l'état économique et social de la Polynésie et la véritable nature sociale des manifestants: des prolétaires dont les conditions d'existence seraient plus que difficiles si la solidarité, issue du communisme primitif et que le capitalisme n'a pu détruire encore et qui est l'une des forces et qualités des Maohis, n'existait pas.

Quant au secrétaire général du RPR, il ajoutait qu'«il y a un amalgame entre les antinucléaires et la petite minorité d'indépendantistes polynésiens, dont chacun sait qu'ils sont peu représentatifs de la volonté générale des Polynésiens» prouvant que le parti au pouvoir et l'Etat français ne reconnaissent ni la véritable opinion du peuple polynésien dans son ensemble (les idées indépendantistes se dévelop-

pent très nettement en son sein depuis des années) ni le droit pour ce peuple de songer un seul instant qu'il pourrait devenir indépendant; celui-ci n'ayant le droit que de «respecter l'ordre public» (Ch. Millon), comprenez l'ordre colonial.

En Polynésie, la principale réaction fut celle de l'Etat français qui, après avoir renforcé sa présence militaire à Tahiti, n'hésitait pas à user de la répression contre les Polynésiens par des interpellations, des gardes-à-vue, des jugements et des incarcérations par dizaines. Du côté des pro-français, Flosse a accusé «ceux qui ont incité à ce genre d'excès et qui en portent toute la responsabilité», c'est à dire Oscar Temaru, les membres de son parti et ceux d'Atia I Mua.

Du côté indépendantiste, Temaru, devenu une célébrité depuis plusieurs semaines pour s'être joint à l'une des très médiatiques, grand-guignolesques et totalement inefficaces excursions (à laquelle participait l'inévitable militant du Vatican, Gaillot) de la campagne anti-nucléaire de la très riche organisation petite-bourgeoise Greenpeace s'est retrouvé dans une position plutôt inconfortable avec ces événements qui ont révélé l'ambiguïté de son parti (le FLP). Tout en affirmant que «c'est tout un peuple qui s'est levé pour manifester son opposition au premier tir nucléaire de la France» et qu'on ne pouvait rien faire face à cette frustration et cette colère des manifestants, et tout en soutenant ces émeutes, il n'a jamais prôné la violence comme arme de lutte pour l'indépendance conformément à sa foi et aux idées religieuses omniprésentes dans tous les secteurs de la vie polynésienne et a même appelé à un moment à cesser les manifestations. Les plus ardents des manifestants l'ont accusé d'être un «traître». Son espoir a toujours été qu'il n'y aurait jamais de dérapage, au moins jusqu'en mars 96, date des élections territoriales afin de se servir de la misère économique et sociale en Polynésie et des protestations antinucléaires pour que le FLP gagne encore plus de voix; car comme toute organisation participant au cirque électoral, le FLP a choisi la légalité et la soumission au système en place et à ses règles. Malgré toutes les accusations, ce n'est pas contre lui que le gouvernement a porté plainte mais contre sa municipalité, preuve de son utilité aux yeux de la bourgeoisie.

Quant aux syndicats, le seul médiatisé fut Atia I Mua du fait de son appel à la grève générale illimitée en Polynésie quelques jours auparavant. Mais aussi parce qu'une partie de ses militants, après avoir rejoint des manifestants sur la piste de l'aéroport, se trouveront pris dans les affrontements contre les forces de l'ordre, y participant même: puis ils partirent à leur local pour préparer des négociations avec le pouvoir, prouvant que ce syndicat est beaucoup plus habitué aux tables de négociations qu'aux luttes à l'instar de son dirigeant réputé pour intervenir dans les luttes quand patronat et travailleurs en sont à signer des accords. Si celui-ci s'est trouvé sur l'aéroport lors des affrontements, il a pu donner une courte interview à la TV et passer près des forces de l'ordre sans être inquiété. Tefaarere a néanmoins été par la suite recherché par la gendarmerie puis arrêté. Reste à savoir si cet ami de Temaru l'a été pour ses fonctions à la tête d'un syndicat pro-indépendantiste et sa présence sur la piste ou bien pour balancer nombre de militants, manifestants et grévistes et faire oublier sa profession d'inspecteur des RG!

Pour ce qui est des Etats de la région, on peut résumer en disant que ce sont les essais nucléaires d'abord et la présence économique de la France ensuite qui dérangent les bourgeoisies des Etats du Pacifique Sud. Ils sont prêts à

protester, mais à la condition que cela ne touche leurs intérêts. Quant aux Indépendantistes, la bourgeoisie australienne les soutient discrètement, par le biais du clergé protestant ou encore des médias. Mais lorsque les prolétaires polynésiens usent de la violence contre l'Etat colon, la bourgeoisie australienne reprend une position de classe en condamnant ces violences et non celles du colonialisme français: les intérêts de classe passent toujours en priorité chez les bourgeois, même lorsqu'ils semblent avoir des différents entre eux. La seule véritable solidarité que peuvent attendre les masses tahitiennes est celle des prolétaires de métropole et des Etats de la région. Et le premier mot d'ordre qui s'impose à ceux-ci est:

Impérialisme et colonialisme français hors de Polynésie et hors des DOM-TOM!

(1) Principalement celle de la gauche que la honte n'étouffe pas, elle qui pratique une politique impérialiste à la hauteur de celle de la droite. En France en particulier c'est tout de même le PS qui a coulé le «Rainbow Warrior» et qui a été le champion pour le nombre d'essais nucléaires. Mais la palme de l'hypocrisie revient à un autre parti ouvrier bourgeois, le PCF aujourd'hui contre les essais, mais qui par le passé a soutenu l'armement nucléaire de l'Etat stalinien avant d'adhérer à la force de frappe française et de participer au gouvernement qui a le record du nombre de tirs (celui de Mauroy).

(2) La France bénéficie dans cette région d'une limite des eaux territoriales de 200 miles qui lui offre le deuxième domaine maritime par sa superficie, et à la clef une immense zone de pêche et d'aquaculture, ainsi que des fonds riches en matières premières (nodules polymétalliques).

CORRESPONDANCE:

POUR LA FRANCE:
Editions Programme, 3 rue Basse Combalot, 69007 Lyon
POUR LA SUISSE:
Editions Programme, 12 rue du Pont, 1003 Lausanne
POUR L'ITALIE:
Il Comunista, C. P. 10835, 20110 Milano

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus. Versements: timbres poste ou chèque à l'ordre de: Dessus. Abonnement au «prolétaire»: 50 FF / 200 FB / 30 FS / 15000 Li. Abonnement de soutien: 100 FF / 400 FB / 60 FS / 30000 Li. «programme communiste» (Revue théorique), le numéro: 25 FF / 10 FS / 140 FB / 5000 Li / £ 3 / 10 DM / Amérique latine: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 4 / 450 Pts. Abonnement: le prix de 4 numéros. Abonnement de soutien: 200 FF / 1000 FB / 80 FS / 40000 Li / 80 DM / £ 25 / 3500 Pts / Amérique latine: US \$ 8 / USA et Cdn: US \$ 35. «Il comunista», le numéro: 2000 Li / 10 FF / 40 FB / 5 FS. Abonnement: 18000 Li / 60 FF / 240 FB / 35 FS. Abonnement de soutien: 30000 Li / 125 FF / 500 FB / 70 FS. «el programa comunista», le numéro: 400 Pts / 250 Esc. / America latina: US \$ 0,5 / USA et Cdn: US \$ 3 / 20 FF / 120 FB / 8 FS / 4000 Li / 8 DM / 20 Krs. Prix de soutien, le numéro: 800 Pts / 500 Esc. / America latina: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 6 / 40 FF / 240 FB / 16 FS / 8000 Li / 16 DM / 40 Krs. Imprimé par nos soins.

Nouvelles des luttes ouvrières

ARGENTINE

L'Argentine est entrée brutalement en récession à la suite du Mexique: comme dans ce dernier pays le retrait rapide de capitaux internationaux qui s'étaient investis de manière spéculative a précipité la crise économique. Les troubles sociaux qui frappent en conséquence l'Argentine s'ajoutent aux grèves à répétitions en Amérique centrale et aux mouvements de colère paysanne au Mexique et au Brésil pour témoigner que la stabilité sociale de l'Amérique Latine soi-disant assurée par les nouveaux régimes démocratiques a de plus en plus de difficultés à résister aux ravages des crises économiques à répétition.

Pour stopper la crise financière le

gouvernement argentin a pris des mesures d'austérité draconiennes; il a en particulier réduit spectaculairement les crédits aux provinces pour obliger celles-ci à réduire leurs déficits par le licenciement de fonctionnaires, la privatisation des sociétés d'Etat ou la baisse des salaires. C'est donc sur les travailleurs du secteur public que retombe le poids de la crise. Dans de nombreuses provinces les fonctionnaires ne sont plus payés depuis des mois, ce qui provoque leur réaction violente. En décembre 1993 déjà une manifestation de fonctionnaires s'était transformée en émeute dans la capitale de la province de Santiago del Estero. Les émeutiers avaient incendié des bâtiments publics, des résidences des dirigeants politiques locaux et des sièges des partis politiques au pouvoir. En juin de cette année des milliers de manifestants à

Cordoba, deuxième ville du pays, protestant contre le non versement de leur salaire à 30.000 fonctionnaires depuis 3 mois, provoquèrent des émeutes pendant plusieurs jours. Le siège du parti Radical, au pouvoir dans la province, fut pillé puis incendié. Le calme revint après que le gouvernement ait promis de dégager des sommes pour renflouer le budget provincial. Cependant le nouveau gouverneur, remplaçant le précédent, démissionnaire après les émeutes, a imposé des baisses de salaire de 30% à certaines catégories de fonctionnaires et réduit les heures de travail pour la plupart. Dans la même ville des troubles avaient également lieu ensuite dans le secteur privé, après l'annonce de la mise en chômage de près de 2.000 travailleurs de l'automobile (Peugeot, Fiat et Renault), et plus de 800 dans l'usine d'aviation Lockheed

où se produisirent des affrontements avec la police. A la mi-août le nombre de travailleurs mis «temporairement» au chômage par les firmes automobiles atteignaient 24.000.

Fin juillet des employés municipaux de General Sramiento, une mairie du Grand Buenos Aires, se lancèrent dans une occupation des bâtiments publics. Par crainte de voir s'étendre les troubles à la capitale elle-même, le patronat argentin demanda alors au gouvernement une série de mesures d'«incitation à l'emploi» (suppression de la part patronale des cotisations sociales) et l'instauration d'un «salaire d'urgence» pour les chômeurs en échange de travaux d'«intérêt public», renonçant ouvertement à ses demandes toutes récentes de diminution des salaires... Cependant dès le lendemain les fonctionnaires de San Juan se lançaient dans une émeute après que le gouverneur de la province ait annoncé des baisses de salaire de 20 à 30%. Ils attaquèrent les bâtiments des ministères de l'économie et de la santé qu'ils saccagèrent, mirent le feu à des voitures et détruisirent aussi un magasin appartenant à la famille du gouverneur. Comme lors de toutes les émeutes précédentes, le gouvernement fédéral dut envoyer des troupes de gendarmerie (paramilitaires) pour rétablir l'ordre. Mais les fonctionnaires répliquèrent par le déclenchement d'une grève générale de la fonction publique. Le gouvernement péroniste de Carlos Menem annonça alors un plan de grands travaux censés créer des emplois, tout en accusant une poignée d'agitateurs gauchistes d'être responsables des troubles et des émeutes. Mais ce fameux plan a tout de la poudre aux yeux, ne serait-ce que parce que son financement est des plus hasardeux dans une période où le gouvernement a peu de possibilités d'emprunter à l'étranger et où il lui faut faire la chasse aux moindres déficits.

Le 22 septembre des nouvelles émeutes avaient lieu dans la province de Rio Negro où les fonctionnaires n'étaient plus payés depuis 5 mois; les bâtiments publics furent attaqués et pillés dans les principales villes de la province. D'autres mouvements sporadiques ont été rapportés par la presse en différents endroits.

La situation économique de l'Argentine n'est pas prête de connaître une amélioration rapide et suffisante pour résorber les tensions sociales; pour récupérer des forces le capitalisme argentin devra encore réduire les dépenses de fonctionnement de son Etat, s'attaquer à ce qui reste des budgets sociaux, redoubler son offensive contre les travailleurs. Les fonctionnaires qui se sentaient relativement protégés jusqu'ici grâce aux relations de clientélisme subissent de plein fouet la crise actuelle et se sentent trahis par les politiciens. Leurs réactions violentes montrent le renfort précieux qu'ils peuvent apporter à la lutte ouvrière. Mais si ces explosions augurent bien des combats futurs, elles ne peuvent faire oublier le chemin encore difficile qu'il reste à parcourir pour passer des révoltes quasi-spontanées, maintenues dans leur isolement par les appareils syndicaux, à la lutte organisée et générale nécessaire pour faire face à la bourgeoisie et à son Etat.

Mumia Abu-Jamal

La cause de Mumia Abu-Jamal, ce journaliste engagé, chauffeur de taxis au noir pour gagner sa vie, condamné à mort en 1982 pour le meurtre d'un policier à la suite d'un procès truqué à Philadelphie, est maintenant bien connue. En tant qu'ancien militant politique du Black Panther Party, puis proche de la communauté nationaliste noire «Move» dont il dénonça l'attaque meurtrière par la police (11 morts), Abu-Jamal connaît bien la répression qui frappe ceux qui représentent une gêne ou une menace potentielle pour la classe dominante (1). Son passé politique et ses dons de journaliste lui ont permis de dénoncer le système judiciaire américain et de se faire en quelque sorte le porte-parole des prisonniers, «la voix des sans-voix», malgré toutes les mesures de rétorsion prises contre lui par les autorités pénitentiaires.

Lancée par les trotskystes spartacistes, la campagne de soutien à Abu-Jamal a réussi à toucher des personnalités de l'Establishment noir et même certains milieux de la bourgeoisie démocrate américaine. En France et en Europe elle a été relayée par les organisations de gauche jusqu'au Parlement européen de Strasbourg qui a voté une résolution stigmatisant la «machination politique» qui a abouti à la condamnation à mort et demandant la révision du procès. Chirac lui-même a mandaté l'ambassadeur de France pour intervenir auprès des autorités américaines. La campagne nationale et internationale a été couronnée d'un premier succès: l'exécution d'Abu-Jamal, fixée au 17 août dernier a été reportée, de façon à ce que son procès puisse être recommencé.

Mais ce succès a ses limites: c'est en effet le même juge, animé des mêmes sentiments racistes et convaincu de la justesse de la condamnation, qui, comme la loi l'autorise, a interrompu sa retraite pour tenir de nouvelles audiences pour déterminer s'il faut recommencer le procès! Il est clair que la Justice américaine veut corriger l'impression désastreuse causée par les carences criantes du premier procès sans pour autant remettre en cause son résultat. Le discrédit dans lequel est tombée cette Justice notamment lorsqu'elle traite des noirs arrive au point d'avoir de graves conséquences sur

l'«ordre» public et la paix sociale comme l'a montré l'affaire Rodney King: l'acquiescement des flics qui avaient tabassé cet automobiliste noir, alors qu'un film vidéo avait révélé aux yeux de millions de téléspectateurs la sauvagerie policière, a été le déclencheur des violentes émeutes qui ont secoué tout le pays il y a 3 ans.

L'indéniable réussite de la campagne en faveur d'Abu-Jamal auprès des grandes organisations réformistes de collaboration entre les classes et des milieux bourgeois libéraux a pour conséquence d'occulter l'arrière plan social qui explique ce procès. Aux Etats-Unis comme ailleurs la justice est une justice de classe - alors qu'elle cherche à se présenter comme au dessus des classes et égale pour tous. Mais l'âpreté des antagonismes sociaux dans le plus grand pays capitaliste de la planète y fait que la fonction d'intimidation des éléments des couches exploitées remplie par la justice et la police prend un caractère plus brutal, plus terroriste qu'ailleurs. Non seulement la peine de mort existe encore aux Etats-Unis, mais en outre elle ne cesse d'être appliquée de plus en plus fréquemment y compris dans des Etats où elle était tombée en désuétude (en Arkansas, c'est Clinton qui la remit à l'honneur lorsqu'il était gouverneur). Il y a presque 3.000 condamnés à mort et un million et demi de prisonniers (trois fois plus qu'il y a 10 ans), soit le chiffre de prisonniers par habitant le plus élevé du monde. Dans leur très grande majorité ces prisonniers et ces condamnés sont issus des couches prolétariennes et parmi eux la proportion de noirs et de *latinos* est particulièrement élevée. Les cas de justice expéditive - de véritables lynchages légaux - sont légion lorsque les accusés sont des prolétaires et tout particulièrement des prolétaires de couleur. Lors du procès de Jamal le procureur a bien fait comprendre aux jurés (pratiquement tous blancs) que faire preuve de clémence envers quelqu'un accusé d'être un tueur de flics serait encourager le désordre et l'anarchie.

Mais à l'inverse la reconnaissance de la nature de classe du procès pourrait vraiment permettre de faire reculer la justice bourgeoise, bien plus que la mobilisation de personnalités, de stars du showbiz ou d'éléments de la bu-

reaucratie syndicale ou du Parti Démocrate. A notre avis, l'explication du premier recul de la justice, ou du changement de ton de grands journaux de Philadelphie, s'explique bien davantage par la popularité croissante du cas Jamal dans les quartiers prolétariens noirs de la grande métropole que par le poids de l'«opinion publique» démocratique: la bourgeoisie de la ville commence peut-être à redouter que l'exécution de Mumia Abu-Jamal débouche comme à Los Angeles sur une explosion sociale...

En définitive, c'est le travail de mobilisation et de popularisation au sein des couches prolétariennes qui peut fournir la meilleure garantie de succès pour sauver ceux qui sont en réalité, indépendamment des circonstances particulières qui ont conduit à leur arrestation, des véritables prisonniers de guerre dans l'affrontement entre les classes. Les campagnes démocratiques de «sensibilisation des consciences» et d'appel à l'opinion publique se révèlent dans ces cas pratiquement illusoires; elles deviennent en outre inévitablement autant d'entraves supplémentaires à la rupture de la collaboration entre les classes et à la renaissance de l'action indépendante du prolétariat contre l'Etat bourgeois et tout le système capitaliste.

Solidarité prolétarienne avec Mumia Abu-Jamal!

(1) Le B.P.P. et les autres organisations radicales de l'époque ont été victimes d'opérations clandestines de «contre-insurrection» lancées par les services de police américains qui ont fait des dizaines de morts et envoyé des centaines de personnes en prison: «*de but est de démasquer, briser, fourvoyer, discréditer, ou au moins neutraliser les activités des organisations nationalistes noires qui prêchent la haine*» expliquait ainsi une note officielle du FBI en 1968, tandis que une autre circulaire du même FBI met les points sur les i: il faut «*empêcher la coalition des groupes nationalistes noirs (...), empêcher la naissance d'un "messie" qui pourrait unifier et électriser le mouvement nationaliste noir. (...) Il faut faire comprendre aux jeunes noirs modérés que, s'ils succombent à l'enseignement révolutionnaire, ils seront des révolutionnaires morts*». cf «Le Monde Diplomatique», août 95.